

Logiques d'ajustement à la crise en France : l'apport de données d'établissements

Delphine Brochard et Corinne Perraudin
Compléments en ligne / On-line complements

Complément en ligne C1 – Caractéristiques de l'échantillon d'étude

Tableau C1-1 – Statistiques descriptives sur les établissements

	Échantillon d'étude (activité stable ou décroissante)	Échantillon <i>REPONSE</i> complet
En %		
Répartition par secteur d'activité		
Industrie	21	18
Construction	13	11
Commerce réparation automobile	20	19
Transport	8	7
Hôtel restauration	6	7
Information, communication	2	3
Activités financières, d'assurance, immobilières	1	4
Activités scientifiques et techniques	6	7
Activités de soutien	4	5
Enseignement, santé, action sociale	15	14
Arts et autres services	4	4
Répartition par taille d'établissement (en nombre de salariés)		
Moins de 20 salariés	43	41
De 20 à 49 salariés	37	37
De 50 à 199 salariés	17	18
200 salariés et plus	3	4
Répartition selon l'évolution des effectifs		
Hausse	19	35
Stable	54	46
Baisse	27	19
Réorganisation de l'activité		
	28	27
Chômage partiel		
	7	5
Répartition selon l'évolution des rémunérations		
Gel ou baisse	17	13
Modération	29	27
Sans restriction	54	61
Nombre d'établissements	2 372	4 023

Lecture : 18 % des établissements relèvent de l'industrie (échantillon complet de l'enquête *REPONSE*). Parmi ceux qui déclarent une activité stable ou décroissante entre 2008 et 2010, ils sont 21 % à relever de l'industrie. 7 % des établissements déclarant une activité stable ou décroissante entre 2008 et 2010 ont eu recours au chômage partiel.

Champ : établissements de 11 salariés ou plus du secteur marchand non agricole (chiffres pondérés).

Source : Dares, enquête *REPONSE* 2010-2011, volet « Représentant de la direction » et *Sinapse*.

Logiques d'ajustement à la crise en France : l'apport de données d'établissements

Delphine Brochard et Corinne Perraudin
Compléments en ligne / On-line complements

Tableau C1-2 – Fréquences des ajustements dans les établissements déclarant une activité stable ou décroissante entre 2008 et 2010 en fonction de l'évolution de l'activité, du secteur et de la taille des établissements

	En %							
	Évolution des effectifs			Réorganisation de l'activité	Chômage partiel	Évolution des rémunérations		
	Hausse	Stable	Baisse			Gel ou baisse	Modération	Sans restriction
Évolution du volume d'activité entre 2008 et 2010								
Stable	24	64	12	22	4	11	26	63
Décroissante	13	42	45	35	10	21	33	46
Fortement décroissante	11	29	60	50	19	43	34	43
Secteur d'activité								
Industrie	17	44	39	44	24	25	34	41
Construction	18	60	22	22	2	15	31	54
Commerce	19	56	25	26	3	18	27	55
Transport	19	51	30	24	5	14	31	55
Enseignement, santé, social, culture	23	61	16	16	1	10	16	74
Autres services	20	50	30	33	4	18	37	45
Taille d'établissement (en nombre de salariés)								
Moins de 20	16	59	25	25	6	19	25	56
De 20 à 49	21	53	26	27	7	17	29	54
De 50 à 199	25	46	29	35	9	12	34	54
200 et plus	18	30	52	53	17	15	45	40
Total	19	54	27	28	7	17	29	54

Lecture : 27 % des établissements déclarant une activité stable ou décroissante entre 2008 et 2010 ont connu une baisse de leur effectif total entre 2008 et 2010. Ils représentent 60 % de ceux qui ont déclaré une activité fortement décroissante.

Champ : établissements de 11 salariés ou plus du secteur marchand non agricole déclarant une activité stable ou décroissante entre 2008 et 2010 (chiffres pondérés).

Source : Dares, enquête *REPONSE 2010-2011*, volet « représentant de la direction » et *Sinapse*.

Logiques d'ajustement à la crise en France : l'apport de données d'établissements

Delphine Brochard et Corinne Perraudin
Compléments en ligne / On-line complements

Tableau C1-3 – Décomposition de la baisse des effectifs selon le type de main d'œuvre dans les établissements déclarant une activité stable ou décroissante entre 2008 et 2010

	Toutes les modalités d'ajustement		Restructurations avec modération salariale		Ajustements à dominante salariale		Stabilité des effectifs	
	CDI	CDL	CDI	CDL	CDI	CDL	CDI	CDL
Taux de croissance des effectifs	- 24,4		- 17,8		- 16,6		- 15,5	
Part en 2008	91.2	8.8	86.9	13.1	86.7	13.3	86.9	13.1
Contribution à la baisse	63.0	37.0	71.8	28.2	68.5	31.5	81.9	18.1
	Cadres et professions interm.	Employés et ouvriers	Cadres et professions interm.	Employés et ouvriers	Cadres et professions interm.	Employés et ouvriers	Cadres et professions interm.	Employés et ouvriers
Part en 2008	36.2	63.8	34.3	65.7	34.7	65.3	26.1	73.9
Contribution à la baisse	44.5	55.5	52.1	47.9	26.9	73.1	18.6	81.4
% d'établissements concernés par classe	70%		57%		30%		10%	

Note : Les effectifs sont mesurés par le nombre de postes non annexes au 31 décembre. La décomposition des baisses d'effectif n'est calculée que pour les établissements pour lesquels l'information sur les effectifs existe en 2008 et 2010 dans les *DADS* et quand les deux sources (*DADS* et *REPONSE*) indiquent bien une baisse des effectifs. Ainsi, nous ne retrouvons pas exactement la même proportion d'établissements qui baissent ses effectifs que celle donnée dans le tableau 1.

Aucun établissement n'ayant baissé ses effectifs dans la classe « hausse des effectifs », cette classe ne figure pas dans le tableau. Lecture : Les établissements de la classe « Toutes les modalités d'ajustement » qui ont baissé leurs effectifs et dont l'information sur les effectifs est disponible dans les *DADS* 2008-2010 représentent 70 % des établissements de cette classe. La moyenne des taux de croissance des effectifs pour ces établissements est de -24.4 %. 63 % de cette baisse est en moyenne attribuable aux salariés en CDI, qui représentent 91.2 % des effectifs en 2008.

Champ : établissements de 11 salariés ou plus du secteur marchand non agricole déclarant une activité stable ou décroissante entre 2008 et 2010 et une baisse des effectifs (chiffres pondérés).

Source : Dares, enquête *REPONSE* 2010-2011, volets « représentant de la direction » et « salariés », *Sinapse* et *DADS* 2008-2010.

Logiques d'ajustement à la crise en France : l'apport de données d'établissements

Delphine Brochard et Corinne Perraudin
Compléments en ligne / On-line complements

Tableau C1-4 – Caractéristiques des classes d'ajustement pour les établissements déclarant une activité stable ou décroissante entre 2008 et 2010

	En % d'établissements					
	Toutes les modalités d'ajustement	Restructurations avec modération salariale	Ajustements à dominante salariale	Stabilité des effectifs	Hausse des effectifs	Ensemble
Secteur d'activité						
Industrie	59	25	28	14	16	21
Construction	3	12	14	14	12	13
Commerce	15	26	29	28	25	26
dont commerce réparation auto	13	23	24	21	16	20
Transport	4	10	7	8	8	8
Services	12	19	12	13	14	14
dont information, communication	4	3	3	1	1	2
activités scientifiques et techniques	5	6	6	6	6	6
activités de soutien	4	7	3	4	4	4
Enseignement, santé, action sociale, culture et autres	8	8	11	24	25	19
dont enseignement, santé, action sociale	2	5	9	20	21	15
Taille d'établissement						
Moins de 20 salariés	41	32	54	47	35	43
De 20 à 49 salariés	34	41	33	37	39	37
De 50 à 199 salariés	17	21	11	15	23	17
200 salariés et plus	8	7	2	2	3	3
Multi-établissement	43	49	38	42	44	43
Taille d'entreprise						
Moins de 50 salariés	59	47	67	62	60	60
De 50 à 499 salariés	31	31	20	21	24	24
500 salariés et plus	10	22	13	17	17	17
Age de l'établissement						
50 ans ou plus	26	26	20	20	18	21
Conditions de marché et santé économique						
Évolution du volume d'activité sur 2008-2010						
Stable	29	34	40	69	76	58
Décroissant	47	53	48	28	22	34
Fortement décroissant	24	13	12	3	2	7
Difficulté à prévoir l'évolution de l'activité	42	24	26	17	13	20
Ouverture du marché	42	21	14	12	20	17
Marge de manœuvre prix	18	22	32	23	22	24
Part de marché						
Moins de 3 %	30	22	17	18	17	20
De 3 à 24 %	26	32	35	24	27	27
25 % et plus	26	29	30	31	27	30
Non réponse	14	14	14	14	14	14
Sans objet	3	2	4	12	14	9
Rentabilité comparée à la concurrence						
Supérieure	9	21	21	18	18	18
Équivalente	69	57	62	68	69	66
Inférieure	22	22	17	14	12	16

Logiques d'ajustement à la crise en France : l'apport de données d'établissements

Delphine Brochard et Corinne Perraudin
Compléments en ligne / On-line complements

(Tableau C1-4, suite)

Relations sociales						
Présence de délégué(s) syndical(aux) dans l'établissement	29	37	17	21	25	24
Présence de négociations						
Absence ou faible	14	10	24	28	16	22
Modérée	43	42	48	38	46	41
Forte	43	48	28	34	38	37
Outils de flexibilité et caractéristiques de la main-d'œuvre						
Plus de 10% de salariés à temps partiel (DADS 2009)	29	42	40	58	55	51
Plus de 8% de salariés en CDL (DADS 2008)	28	47	47	54	56	51
Recours à l'intérim						
Oui, + de 5 %	18	17	17	13	14	15
Oui, - de 5 %	11	13	6	5	6	7
Non	70	69	77	82	79	78
Donneur d'ordres						
AP pour + 50 % des dép. de ST	35	34	24	20	22	24
AP pour - 50 % des dép. de ST	23	29	26	22	22	24
Pas de sous-traitance de l'AP	24	21	25	29	32	27
Pas donneur d'ordres	16	14	25	28	22	24
Usage de la polyvalence	57	50	42	42	44	45
Usage de la formation pour préparer au changement	57	57	51	46	53	50
Flexibilisation salariale pour les cadres	37	39	28	18	28	25
Flexibilisation salariale pour les non cadres	39	26	33	17	21	23
Critères pour revaloriser les salaires						
Résultats financiers	84	76	77	58	61	65
Recommandations de branche	16	28	26	40	39	35
Proportion de cadres et professions intermédiaires (DADS 2008)						
0 à 15 %	21	31	32	35	34	33
15 à 50 %	43	31	38	35	32	35
plus de 40 %	36	38	30	31	33	33
Dépenses de formation						
Moins de 1.5 %	32	21	27	26	16	24
De 1.5 % à 3 %	39	49	52	47	51	48
Plus de 3%	21	23	15	17	27	20
Manquant	8	7	6	9	6	8
Rapports de dépendance économique et financière						
Appartenance à un groupe	49	50	32	30	28	34
dont coté	14	19	11	11	9	12
dont non coté	35	31	22	19	18	22
Principale catégorie d'actionnaires						
Etrangers	14	11	8	3	6	6
Français	8	14	10	9	6	9
Famille	64	54	60	48	49	52
Salariés, État ou autres	10	10	10	13	13	12
Pas d'actionnaire	5	10	13	27	26	21
Être preneur d'ordres						
Oui pour + de 50 % de l'activité	27	13	11	9	7	11
Oui pour - de 50 % de l'activité	13	19	17	12	13	14
Non	60	69	72	79	80	76

Logiques d'ajustement à la crise en France : l'apport de données d'établissements

Delphine Brochard et Corinne Perraudin
Compléments en ligne / On-line complements

(Tableau C1-4, suite et fin)

Objectif prioritaire fixé						
la rentabilité	34	32	25	20	21	24
les coûts salariaux	4	4	3	4	4	4
la qualité	12	12	17	18	25	18
Présence d'un licenciement collectif sur 2008-2010 selon la déclaration des salariés interrogés (volet 'salariés')						
Au moins 1 salarié l'indique	54	32	31	12	10	20
Aucun salarié ne l'indique	38	54	59	73	79	67
Pas d'info salariés pour l'établiss.	8	14	10	15	11	13

Note : les chiffres en gras correspondent à une surreprésentation de la modalité dans la classe relativement à la proportion dans l'ensemble de l'échantillon. Sauf mention contraire, les variables sont issues de l'enquête *REPONSE* 2010-2011 et portent sur l'année 2010. AP : activité principale ; dép. de ST : dépenses de sous-traitance.

Lecture : 21 % des établissements déclarant une activité stable ou décroissante entre 2008 et 2010 relèvent de l'industrie. Parmi ceux du profil d'ajustements « toutes les modalités d'ajustement », 59 % relèvent de l'industrie.

Champ : établissements de 11 salariés ou plus du secteur marchand non agricole déclarant une activité stable ou décroissante entre 2008 et 2010 (chiffres pondérés).

Source : Dares, enquête *REPONSE* 2010-2011, volets « représentant de la direction » et « salariés », *Sinapse* et *DADS* 2008.

Complément en ligne C2 – Les variables retenues pour caractériser les profils d'ajustement

L'enquête *REPONSE* fournit un large ensemble de variables décrivant les caractéristiques des établissements. La définition ou la question de l'enquête *REPONSE* permettant de rendre compte de chacune des variables retenues est donnée ci-dessous. Quelques informations proviennent de l'appariement des données de l'enquête *REPONSE* avec les fichiers établissements issus des *DADS* (Insee).

Les caractéristiques de l'établissement :

- Taille de l'établissement et secteur d'activité.
- Âge de l'établissement : « *Depuis combien de temps l'établissement existe-t-il ?* ». Nous avons regroupé les modalités correspondant à moins de 50 ans.

Les variables relatives aux conditions de marché et à la santé économique de l'établissement :

- Évolution du volume d'activité : « *Sur les trois dernières années (2008, 2009, 2010), le volume de l'activité de votre établissement a-t-il été fortement croissant, croissant, stable, décroissant, fortement décroissant ?* ». L'étude étant ciblée sur les établissements qui ne sont pas en croissance, les deux premières modalités sont exclues par construction de l'échantillon.
- Difficulté à prévoir l'évolution de l'activité : « *D'une année à l'autre, prévoir l'évolution de votre activité est-il très facile, plutôt facile, plutôt difficile, très difficile* » en isolant la réponse « *très difficile* ».
- Ouverture du marché : « *Diriez-vous que, dans l'activité principale de votre entreprise, votre marché est plutôt...* ». Nous distinguons « *européen* » ou « *mondial* » plutôt que « *local* », « *régional* » ou « *national* ».
- Marges de manœuvre prix : « *la marge de manœuvre dont dispose l'entreprise pour déterminer les prix de ses principaux produits ou services* ». Nous avons isolé les réponses « *élevée* » et « *plutôt élevée* » (relativement à « *plutôt faible* », « *faible* », « *nulle* »).
- *Part de l'entreprise sur le marché : moins de 3 %, de 3 à 14 %, de 15 à 24 %, de 25 à 49 %, 50 % et plus, sans objet (association...)*.
- Rentabilité par rapport à la concurrence. Il est demandé de situer le *niveau de rentabilité par rapport aux principaux concurrents : très supérieur, plutôt supérieur, équivalent, plutôt inférieur, inférieur, sans objet*.

Les variables relatives à la nature des relations sociales dans l'établissement :

- Présence de DS dans l'établissement : « *A propos des syndicats, y a-t-il des délégués syndicaux ?* » dans l'établissement ou dans l'entreprise.
- Présence de négociations : « *Au cours des 3 dernières années (2008, 2009, 2010) y a-t-il eu discussion ou négociation sur les thèmes suivants ?* » dans l'établissement ou l'entreprise. La liste des thèmes est la suivante : salaire, emploi, temps de travail, qualifications, conditions de travail, changements technologiques ou organisationnels, formation professionnelle, droit d'expression des salariés, égalité professionnelle, épargne salariale, protection sociale complémentaire. Une variable mesurant la présence de négociations est alors construite avec les modalités suivantes : absence ou faible (0 ou 1 négociation), modérée (entre 2 et 5) et forte (6 négociations ou plus sur les 11 thèmes proposés).

Les outils de flexibilité et les caractéristiques de la main d'œuvre :

- Proportion de salariés travaillant à temps partiel en 2009 (répartie en 2 modalités selon la médiane de cette proportion). Cette information provient des données *DADS* mais seule l'information de 2009 est disponible.
- Proportion de salariés en contrats à durée limitée (CDD, apprentissage, etc.), répartie en 2 modalités selon la médiane de cette proportion. Cette information est obtenue par l'appariement avec les données établissements des *DADS* 2008.
- Recours à l'intérim : « *Au 31 décembre 2010, votre établissement employait-il des salariés intérimaires ?* » et si oui, combien. Le nombre de salariés intérimaires rapporté à la somme des salariés et des intérimaires a ensuite été calculé.
- Être donneur d'ordres selon l'activité sous-traitée. Le recours à la sous-traitance est renseigné par plusieurs questions dans l'enquête *REPONSE*. En plus de demander si l'entreprise a recours à la sous-traitance (et pour quelle intensité), le questionnaire pose également la question suivante : « *parmi les dépenses de sous-traitance, quelle est la part de celles qui sont liées à l'activité principale de votre établissement ?* ». Il est ainsi possible de savoir si le donneur d'ordres recourt à la sous-traitance de façon dominante pour son activité principale (AP dans le tableau), ou pour des activités annexes.
- Usage de la polyvalence : « *Des salariés passent-ils d'un poste à l'autre au cours de leur travail habituel ?* ».

Logiques d'ajustement à la crise en France : l'apport de données d'établissements

Delphine Brochard et Corinne Perraudin
Compléments en ligne / On-line complements

- Usage de la formation pour préparer au changement. Une question renseigne sur le principal objectif des dépenses de formation : « *Quel est le principal objectif des actions de formation mises en œuvre dans votre établissement ?* ». Parmi les réponses possibles, l'une renvoie explicitement à la flexibilité fonctionnelle : « *Préparer les salariés ou les faire s'adapter à l'évolution des technologies ou de l'organisation du travail dans l'entreprise/l'établissement* ».
- Flexibilisation salariale pour les cadres/non cadres. L'enquête contient des éléments sur la flexibilisation des rémunérations au sein de l'établissement à travers la question suivante, posée successivement pour le personnel cadres et non cadres : « *En 2010, le personnel non cadres [resp. cadres] de l'établissement a-t-il bénéficié : d'augmentations générales de salaires ; d'augmentations individualisées hors primes ; de primes liées à la performance individuelle (prime d'objectif, de rendement,...) ; de primes liées à la performance collective : intéressement, participation ; de stock-options* ». Le versement de primes à la performance individuelle et/ou d'augmentations individualisées est isolé pour caractériser une flexibilisation salariale.
- Critère pour revaloriser les salaires : « *Pour les décisions de revalorisation des salaires dans votre établissement quelle importance ont eu les critères suivants au cours des trois dernières années (2008, 2009, 2010) ?* ». Parmi la liste des critères désignés comme « primordiaux » par les représentants de la Direction, deux sont retenus : « *les résultats financiers de l'entreprise* » et « *les recommandations de branches* ».
- Proportion de cadres et professions intermédiaires en 2008 (répartie en 3 modalités d'égales fréquences). Cette information est obtenue par l'appariement avec les données établissements des DADS 2008 (sont retenus les postes non annexes présents au 31-12).
- Dépenses de formation : « *En 2010, quel est à peu près le pourcentage des dépenses globales de formation par rapport à la masse salariale* » : moins de 1.5 %, de 1.5 à 2 %, de 2.1 à 3 %, de 3.1 à 4 %, de 4.1 à 6 %, plus de 6 %.

Les variables relatives aux rapports de dépendance économique et financière :

- Appartenance à un groupe : Le fait que l'entreprise (ou celle à laquelle appartient l'établissement) « *appartient à un groupe* » (plutôt qu'*exerce en franchise, est liée à un groupement d'entreprises, est totalement indépendante*)
- Cotation en bourse : l'information sur la cotation en bourse est disponible qu'il s'agisse d'une cotation directe de l'entreprise ou indirecte via la tête de groupe ou le réseau auquel appartient l'établissement.
- « *La principale catégorie d'actionnaires* » de l'entreprise ou de la tête de groupe ou de réseau. On peut alors distinguer les « *entreprises étrangères* », « *françaises* », « *les organismes financiers étrangers* » et « *français* », « *une famille ou des particuliers* », « *l'État* », « *les salariés* » ou « *aucun actionnaire* »
- Être preneur d'ordres : « *l'activité de votre établissement est-elle habituellement une activité de sous-traitance ?* ». Les modalités de réponse distinguent les sous-traitants en fonction de l'importance de la sous-traitance reçue dans leur chiffre d'affaires. L'indicateur retenu est l'existence d'une proportion supérieure à 50% du chiffre d'affaires.
- Objectif prioritaire fixé : « *En 2010, dans chacun des domaines suivants, des objectifs précis et quantifiés ont-ils été fixés (éventuellement par vous-même) pour l'établissement ?* ». Parmi les modalités proposées figurent : « *la rentabilité* », « *les coûts salariaux* » et « *la qualité* ». Une seconde question demande alors quel était l'« *objectif prioritaire* ».